Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

CONSEIL DU 4 février 2021

- 1 Cadre général
- 2 Présentation des résultats 2020
- 3 Présentation des grandes orientations 2021
- 4 Présentation de l'évolution des effectifs
- 5 Les projets d'investissement 2021
- 6 Présentation de la prospective financière
- 7 Présentation des principales actions de 2021
- 8 Annexe : Situation comparée du Grand Périgueux

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

1

Cadre Général

Les principales dispositions de la loi de finances

- Baisse de 10 Mds € des impôts de production de certaines entreprises industrielles
- Poursuite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales
- Prolongement en 2021 de la clause de sauvegarde pour les produits fiscaux
- Stabilité de l'enveloppe de la DGF, renforcement de la péréquation
- Extension des possibilités d'exonération de CFE pour les créations d'entreprises (de 2 ans à 100 % à 5 ans à 100%)
- Lancement de l'automatisation du FCTVA
- Mesures sectorielles concernant la rénovation énergétique des bâtiments publics (950 M€) et les transports en commun (900 M€).

Le principe de la fiscalité professionnelle et des attributions de compensation

- Les communautés d'agglomération sont obligatoirement sous le régime de la *fiscalité professionnelle unique*, auparavant (avant 2010) de la *taxe professionnelle unique*. Elles perçoivent donc l'intégralité de ces ressources sur leur périmètre.

Afin de permettre aux communes de pouvoir continuer à financer leurs services et à la communauté de faire face aux siennes, 100% de cette fiscalité, en valeur à la date de création de la FPU ou de l'adhésion de la commune au GP, est reversée aux communes, déduit les transferts de charges (de compétences) opérés dans le temps. Ce versement correspond à l'attribution de compensation.

**FPU = CFE + CVAE +
depuis la suppression
de la TP : (TH – FNGIR)**

-

**Charges transférées
(compétences)**

=

**Attribution de
compensation**

CFE : Cotisation Foncière des Entreprises
CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle des ressources (mécanisme de correction de la suppression de la TP)

L'évolution des bases et des charges transférées reviennent au Grand Périgueux. Les charges transférées doivent faire l'objet d'une analyse quinquennale (prévue en 2021)

Les grandes ressources du Grand Périgueux

- L'essentiel des 66,6 M€ de ressources de fonctionnement du budget principal :

Mais

CFE + CVAE	13,8 M€
TH (et TVA) - FNGIR	9,5 M€
TEOM	12,9 M€
TF + TFNB	4,7 M€
DGF	7,3 M€
Produits de services	6,5 M€
TOTAL	54,7 M€

AC = 13,3 M€

Dot. de solidarité = 1,5 M€

Déficit de 4 (petite enfance, piscines, enfance, tourisme) des 26 compétences transférées = 9 M€

- 23,8 M€

Fiscalité fléchée destinée à disparaître au bénéfice d'une redevance

La TF est mise en place en compensation du transfert de la contribution au SDIS (3,8 M€).

Le taux de rigidité des charges est important, les marges de manœuvre ne sont pas élevées.

82 % des recettes

Les principaux indicateurs financiers

C'est le niveau de l'épargne qui est le plus souvent analysé :

- l'épargne brute qui mesure le solde entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement, donc la capacité à rembourser le stock de dette (délai de désendettement),
- l'épargne nette, qui correspond à l'épargne brute moins le capital de dette à rembourser, qui traduit l'autofinancement réel des investissements.

L'épargne brute est traduite en taux d'épargne en se rapportant aux recettes réelles de fonctionnement.

Les juges de comptes qualifient cet indicateur comme suit :

Taux Epargne Brute < 18%	Insuffisant
Taux Epargne Brute de 18% à 20%	Faible
Taux Epargne Brute de 20% à 22%	Satisfaisant
Taux Epargne Brute > 22%	Elevé

Au compte administratif provisoire 2020, le taux d'épargne du budget principal est de 12,6%. L'objectif du conseil communautaire depuis 2017 était fixé à 15%

Les principaux indicateurs

Selon un comparatif avec les agglomérations de Nouvelle Aquitaine et d'Occitanie (détaillé en annexe), à fin 2019 :

- les bases fiscales du GP sont inférieures de 10% (TH) à 28% (CFE).
- la DGF est inférieur de 25 % (faible intégration fiscale).
- l'épargne brute est inférieure de 13,5%.
- l'encours de dette est inférieur de 13,5%.
- le délai de désendettement est égal à la moyenne.

Il est de 4,6 ans sur le budget principal. C'est un bon niveau. Ce critère est considéré comme dégradé à compter de 10 ans.

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

2

Présentation des résultats 2020

Les principales réalisations

24,96 M€

dépenses d'investissements par budgets

Principal	11,92	48%
<i>Transport et mobilités</i>	<i>6,57</i>	<i>26%</i>
<i>Assainissement</i>	<i>5,25</i>	<i>21%</i>
<i>Immobilier d'entreprises</i>	<i>0,97</i>	<i>4%</i>
<i>Eau</i>	<i>0,25</i>	<i>1%</i>

Transport et mobilités	6,57
Assainissement	5,25
déchets	3,65
siège, administration	1,56
habitat	1,14
Dév.économique	1,04
Immobilier d'entreprises	0,97
attributions de compensation	0,74
piscines	0,71
Fonds de concours	0,51
crèches	0,50
Eaux pluviales GEMAPI	0,38
voirie	0,37
tourisme	0,34
mobilités budget principal	0,27
rivières	0,25
Eau	0,25
ALSH	0,16
urbanisme	0,13
politique de la ville	0,07
gens du voyage	0,05
Chemins de randonnées	0,04
communication	0,01
gymnases	0,01

Les principales réalisations 2020

Bornes enterrées
3,05 M€

Halte ferroviaire
Boulazac et Niversac
2,1 M€

Commencement
Pôle ALIENOR
0,90 M€

Assainissement
Périgueux
1,22 M€

Bus et Vidéo
protection
1,47 M€

Les résultats de l'exercice

compte administratif provisoire

(en millions d'€, mouvements réels)

NATURE	Budget 2020	compte administratif	Taux de réalisation
Recettes de fonctionnement	65,86	65,33	99,2%
Dépenses de fonctionnement	60,63	56,60	93,4%
Intérêts de la dette	0,53	0,53	100%
Epargne brute (RF-DF)	4,80	8,20	171%
Capital de la dette	3,65	3,65	100%
Epargne nette	1,15	4,55	396%
Recettes d'investissement hors emprunt	11,67	9,29	79,6%
Emprunts	13,51	7,00	51,8%
Dépenses d'investissement hors dette	20,58	11,92	57,9%
Total du budget	85,29	72,70	85,2%

taux de réalisations	2017	2018	2019	2020
Dépenses de fonctionnement	98,82%	97,00%	97,57%	93,50%
Recettes de fonctionnement	100,95%	100,71%	101,03%	99,20%

Par rapport aux données présentées lors du séminaire (épargne brute de 6,6 M€), les résultats sont meilleurs du fait d'une réalisation des dépenses de fonctionnement historiquement basse (hypothèse de réalisation de 97,5 % lors du séminaire).

Les résultats de l'exercice

Budget principal : évolution de l'épargne

Budget principal : évolution des recettes et des dépenses en base 100

Les résultats de l'exercice

	<i>immobilier d'entreprises</i>	<i>Transport et mobilités</i>	<i>Assainissement</i>	<i>Eau</i>	<i>ZAE</i>
<i>Recettes de fonctionnement</i>	0,39	10,78	3,50	0,11	0,73
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	0,22	8,56	2,65	0,11	1,23
<i>intérêts de la dette</i>	0,02	0,18	0,47	0,05	0,03
<i>Epargne brute (RF-DF)</i>	0,15	2,04	0,38	0,04	0,53
<i>Capital de la dette</i>	0,06	0,94	1,40	0,10	0,32
<i>Epargne nette</i>	0,09	1,10	1,02	0,14	0,85
<i>Recettes d'Investissement hors emprunt</i>	0,75	7,09	4,22	0,00	
<i>Emprunts</i>	0,53	2,93	2,23	0,75	0,17
<i>Dépenses d'Investissement hors dette</i>	0,97	13,34	7,53	0,25	
<i>Total du budget</i>	1,27	23,02	12,04	0,50	1,58

<i>Taux d'épargne</i>	39,4%	18,9%	10,9%	-37,5%
<i>délai de désendettement au 31/12</i>	10,3	6,8	34,4	-65,7

- Les budgets annexes immobilier d'entreprises et transport et mobilités présentent une situation financière saine
- Les nouveaux budgets assainissement et eau présentent des résultats partiels à ce stade du fait d'un décalage dans la perception des redevances. Pour mémoire, les excédents antérieurs sont revenus aux communes.
- Concernant le budget ZAE les ventes de terrain n'ont pas permis en 2020 de compenser les aménagements nouveaux du fait notamment de décalage dans la commercialisation des terrains du quartier d'affaire.

Un financement qui repose essentiellement sur la dette

<i>Pré CA 2020</i>	<i>Principal</i>	<i>immobilier d'entreprises</i>	<i>Transport et mobilités</i>	<i>Assainissement</i>	<i>Eau</i>
<i>dépenses d'investissement hors dette</i>	11,92	0,97	13,34	7,53	0,25
<i>Résultats antérieurs</i>	- 5,74	- 0,44	- 1,66		
<i>Ressources propres d'investissement</i>	9,29	0,75	7,09	4,22	0,00
<i>Epargne nette</i>	4,55	0,09	1,10	- 1,02	- 0,14
<i>emprunt</i>	7,00	0,53	2,93	2,23	0,75

- Globalement, les ressources propres (subventions, FCTVA) sont fortes. Elles représentent 44% des ressources d'investissement du budget principal.
- La part de l'emprunt est de l'ordre de 33 % dans ce même budget.

La dette du Grand Périgueux

- La dette consolidée du GP représente 71,2 M€ au 31/12/2020. Son profil d'extinction est relativement linéaire.

Flux de remboursement

- La dette du Grand Périgueux à un taux moyen de 1,41% et un profil d'extinction assez linéaire
- 13,1 M€ d'encours vont être transférés au SMD3
- Le stock de dette est principalement composé d'emprunts à taux fixe (89%) et de taux variable sur livret A (6%)
- 99,93% de la dette est classée A1 (sans risque) selon la charte de bonne conduite.

Les résultats 2020

	Superficie en m ²	prix de vente (en € ht)	Résultat (en € ht)	ZAE
vente à CDL promotion	2 019	70 655	5 340	Cré@vallée
vente à AG 31 poterie	1 808	63 280	4 791	Cré@vallée
vente créalamark	2 000	100 000	35 300	Cré@vallée
vente les aturiens	1 729	31 122	- 3 285	Caussade
vente H7 ¹⁹	34 018	20 411	20 411	Grand Font
réaffectation terrain CAMPUS (budget principal)	2 840	71 000	-	Landry
réaffectation terrain Garage Sorges (budget immobilier d'entreprises)	3 410	85 250	- 91 456	Diamant Noir
réaffectation terrain Siège acompte 1 (budget principal)	2 223	289 000	10	Quartier d'affaires
Total	50 047 m²	730 718 €	- 28 889 €	

- En 2020 le Grand Périgueux a cédé 5 ha de terrains pour une valeur comptable de 759 k€
- Il a par ailleurs viabilisé pour 1M € de terrains nouveaux essentiellement sur le quartier d'affaires

Evolution des stocks de terrains aménagés

stock de terrain au 01/01/2020	13 862 643 €
déstockage 2020	759 607 €
stock constitué (achat et travaux)	1 014 130 €
transfert de frais financiers dans le stock	30 978 €
transfert de frais annexes dans le stock	190 879 €
stock au 31/12/2020	14 339 023 €

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

3

Les grandes orientations 2021

Le PPI 2021-2025

- Le PPI engagé lors du précédent mandat totalise aujourd'hui 175 M€ HT.

175 M€HT au total

- 93 M €** sur le budget principal
- 7 M €** sur le budget immobilier d'entreprises
- 40,5 M €** sur le budget assainissement (sous réserve d'harmonisation tarifaire)
- 31,5 M €** sur le budget mobilités
- 3 M €** sur le budget Eau (sous réserve du transfert au syndicat eau cœur du Périgord)

L'évolution du PPI

- Le travail engagé dans le cadre de la définition du projet d'agglomération, fait émerger différentes demandes.
- Si elles sont approuvées, ces opérations, non chiffrées à ce jour, pourront être intégrées au PPI, au fil des exercices budgétaires.
- Chaque dossier sera soumis à concertation et fera l'objet de discussion au sein des instances communautaires.

Le PPI 2021-2025

- Le PPI se répartit comme suit selon les compétences (approche consolidée), en précisant que s'agissant des compétence récentes de l'eau et de l'assainissement, le travail doit être approfondi dans les mois à venir.

Les opérations les importantes au PPI

- Le PPI compte 128 opérations (en annexe du ROB). Les plus significatives sont les suivantes, en notant les dépenses récurrentes incompressibles.

75% du
PPI

- Aliénor : 16,1 M€
- Parc urbain « le silot » et passerelles : 11,1 M€
- Piscine de Niversac : 6,2 M€
- Neufont : 4,5 M€
- Réseaux d'eau pluviales : 3M €
- Crèche câlins câlines: 2,5 M€
- Fonds de concours : 2,2 M€
- Gendarmerie de Vergt et lotissement : 2M€
- Réfection Aquacap : 1,9 M€
- IA centre « Claude Bernard » : 1,8 M€
- Gymnase est : 1,8 M€
- Voie verte Charrières Escoire : 1,5 M€
- VVF : 1,3 M€

4,3 M€ par an

Dépenses récurrentes :

- dépenses patrimoniales : 7,5 M€
- attributions de compensation : 3,8 M€
- redressement OPH : 7,2 M€
- Obligations de rachats à l'EPF : 2,8 M€

- Bassins Tampon de régulation des eaux : 9 M€
- Stations d'épurations (Saltgourde, Annesse et B., le Change, Cornille, St Mayme) : 5,3 M€
- Requalification EPICENTRE : 3,5 M€
- Plan de soutien COVID n°1 : 2 M€
- Campus de la formation : 1,9 M€
- Requalification Péri Ouest : 1,4 M€
- PEM, passerelle et parvis gare de Pgx : 9,5 M€
- Gare et parvis (navette ferroviaires) : 8,1 M€
- Achats de bus : 6 M€
- Dépôt péribus et maison de la mobilité : 5,1 M€
- Schéma cyclable : 1,9 M€
- Voies bus : 1,5 M€

- Afin de permettre la réalisation du projet de mandat, et suite à un travail conduit en commission, 43 mesures d'économies, d'optimisation et d'augmentation fiscales ont été adoptées en fin 2017. Cette nouvelle stratégie budgétaire (NSB) arrive au terme de ses objectifs.
- Les objectifs sont les suivants :

En M€	2018	2019	2020	2021	2022	
Economies	1,86	0,89	0,27	0,07	0,02	3,11 M€
Fiscalité	0,55	0,5	0,9	0,5		2,45 M€

- S'agissant des économies, sa mise en œuvre est assez probante, alors que le volet recettes a été différé, tenant compte ainsi des crises successives.

	En M€	2018	2019	2020
Economies	Prévu	1,86	0,89	0,27
	Réalisé	1,85	0,56	0,215
Fiscalité	Prévu	0,55	0,5	0,9
	Réalisé	0,55	0	0

A fin 2020 :

- ❑ 2,6 M€ d'économies annuelles (85% de l'objectif)
- ❑ 0,55 M€ de recettes (22% de l'objectif)

La réduction des effectifs

- Dans le cadre de la nouvelle stratégie budgétaire de fin 2017, et après l'extension du périmètre et des compétences en 2017, un travail important est conduit sur les ressources humaines, s'appuyant notamment sur une réforme profonde de la politique de gestion des déchets ménagers.

	2017	2018	2019	2020	2021	
Effectifs au 1 ^{er} janvier	558	549	522	531	471	→ - 87 (-16%)
Evolution suite à transferts de compét.		-14	+10	-61		→ - 65 (-12%)
Autres évolutions	-9	-13	-1	+1		→ - 22 (-4%)

- déchèteries
 + Assainissement et Eau
 - Collecte – Aéroport

- 0,9 M€ de masse salariale hors transfert

Hors : L'EPIC Péribus, le CIAS, l'office de tourisme

Le volet fiscal

- Le retard pris dans l'application de la NSB sur le volet fiscal pèse sur les perspectives financières de l'agglomération. Cependant, et afin de tenir compte du contexte de crise toujours présent, les taux de fiscalité resteront pour l'essentiel stables.
- Seuls le versement mobilité reprendra la trajectoire attendu, et sera porté au taux qui était prévu pour 2020. Egalement, le taux de TEOM sera ajusté au niveau nécessaire pour le financement du SMD3 qui connaît des besoins en croissance, de 10,5% à 12%.

	2020	2021
Taxe d'habitation	7.51%	7.51%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	3.74%	3.74%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	4.73%	4.73%
Cotisation foncière des entreprises	27.76%	27.76%
Taxe d'enlèvement des déchets ménagers	10.50%	12%
Versement Mobilité	1,15%	1.25%
Coefficient TASCOT	1.20	1.20

Les hypothèses de la construction budgétaire

- Recettes fiscales : + 1,5% par an
 - Transfert de la dette « déchets » à compter de 2021
 - Redevance incitative à compter de 2022
 - **TVA** à +2% à compter de 2021
 - **DGF** = -1% l'an;
 - **FPIC** stable
 - Emprunt à taux fixe sur 20 ans (taux de 1%)
 - 500 000 € de versement mobilité affecté au budget ppal (mobilités actives, fonds de concours aux communes)
 - 360 000 € de charges refacturées aux budgets annexes
- Principale modification par rapport au séminaire
- Progression de 1,8 M€ du coût de la compétence « déchets » et augmentation de 1,5 points de la TEOM (1,5M€)
- Prise en compte de la CVAE notifiée
 - Participation des communes pour l'aide aux loyers
 - Intégration en investissement des résultats 2020
 - Nouvel organigramme et location de bureaux
 - Majoration des frais d'études
 - Majoration des frais pour le nettoyage des crèches (contraintes COVID).

Un effet ciseau qui provoque une baisse de l'épargne de 28%

	Budget 2020	pré CA 2020	taux de réalisation	OB 2021	perspectives évolution du budget
Recettes de fonctionnement	65,86	65,33	99,2%	66,58	1,1%
Dépenses de fonctionnement	60,53	56,60	93,5%	62,78	3,7%
intérêts de la dette	0,53	0,53	100%	0,36	-32%
Epargne brute (RF-DF)	4,80	8,20	171%	3,44	-28%
Capital de la dette	3,65	3,65	100%	2,59	-29%
Epargne nette	1,15	4,55	397%	0,85	-26%
Recettes d'Investissement hors emprunt	11,67	9,29	79,6%	13,84	19%
Emprunts	13,51	7,00	51,8%	14,49	7%
Dépenses d'Investissement hors dette	20,58	11,92	57,9%	29,18	42%
Total du budget	85,29	72,70	85%	94,91	11%

2 principaux éléments impactant

- Le transfert de la compétence « déchets » qui bouleverse l'équilibre budgétaire.
- L'impact de la crise sanitaire sur les recettes et les dépenses

3-4

Les grandes masses budgétaires 2021

Des recettes de fonctionnement en hausse apparente.

- La hausse des recettes est principalement due au 1,5 M€ de produits supplémentaires de TEOM afin de compenser l'augmentation des coûts du SMD3.
- Sans cela, les recettes diminueraient de 0,6 %, c'est principalement l'effet de la crise.
- La CVAE diminue de 6% (-340 k€) et la CFE n'augmente pas.
- Les aides de la CAF pour le fonctionnement des crèches devraient être en forte baisse : -530 k€.
- 300 k€ de produits supplémentaires ont été intégrés concernant la mise en œuvre du mécanisme communautaire de solidarité financière (aide aux loyers), le FPIC revient à son niveau de 2019 (-230 k€).

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

Recettes de fonctionnement

	2020		
Déchets	11,79	12,91	9,5%
Taxe d'habitation/TVA	10,89	11,10	2,0%
Cot. foncière entreprises	8,56	8,55	-0,2%
DGF	7,33	7,26	-1,0%
Cot.VA des entreprises	5,69	5,35	-6,0%
Crèches et RAM	5,70	5,17	-9,2%
Taxe foncier bâti	4,28	4,34	1,5%
Taxe surfaces commerciales	2,05	2,08	1,5%
FPIC	1,54	1,31	-14,4%
refacturation charges budget annexe	1,26	1,50	18,7%
Allocations compensatrices	0,99	1,04	5,5%
Accueil de loisirs sans hébergement	1,08	0,96	-10,9%
Administration générale	0,60	0,37	-39,0%
GEMAPI	0,55	0,55	0,0%
Impots entreprises de réseau	0,50	0,51	2,1%
Versement Mobilité	0,50	0,50	0,0%
Piscines	0,38	0,47	25,5%
Taxe Foncier non bâti	0,42	0,43	2,9%
Tourisme	0,41	0,45	10,0%
Développement économique	0,09	0,43	384,5%
Stratégie/Urba/dév durable	0,21	0,33	57,1%
Gens du voyage	0,23	0,25	8,6%
Habitat	0,23	0,18	-22,1%
Att. compensation	0,18	0,18	-1,7%
fiscalité reversée sur ZAE	0,19	0,19	0,0%
Politique de la Ville	0,18	0,13	-26,3%
Université	0,04	0,04	-12,5%
Total budget principal	65,85	66,58	1,11%

3-4

Les grandes masses budgétaires 2021

Les dépenses de fonctionnement en progression

- La hausse est principalement dû au fait de l'augmentation des coûts du SMD3 -> 1,8 M€ de hausse sur un total de 2,2.
- 150 k€ de dépenses de personnel supplémentaires concernent la mise en place du nouvel organigramme.
- Les frais liés aux crèches progressent de 140 k€ dont 40 K€ pour le protocole ménage COVID.
- 100 k€ d'études sont inscrites pour Grand Périgueux 2030, 70 k€ pour l'organisation des piscines et 25 k€ pour des études financières (attributions de compensation, charges de centralité, DSC...)
- La subvention à l'office de tourisme progresse de 160k€
- Le fonds d'accompagnement des entreprises affectera la réalisation des dépenses, comparativement à 2020.

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOX

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

Dépenses de fonctionnement hors dette	Total budget 2020	OB 2021	évolution
Att. compensation	13,30	13,30	0,0%
Déchets	10,28	11,47	11,6%
Crèches et RAM	8,84	8,98	1,5%
Gestion générale	6,01	6,11	1,7%
Contingent incendie/DFCI	3,79	3,82	0,8%
Accueil de loisirs sans hébergement	2,99	3,06	2,4%
Piscines	2,53	2,65	4,6%
Développement économique	2,44	2,50	2,6%
FNGIR	1,66	1,66	0,0%
Solidarité	1,50	1,50	0,0%
Tourisme	1,28	1,39	9,2%
Stratégie/Urba/dév durable	1,02	1,24	21,5%
charge des budgets annexes	1,08	1,13	4,7%
Partenariats et subv. Sport et culture	0,57	0,62	8,1%
Université	0,48	0,51	5,8%
Habitat	0,55	0,55	0,0%
Politique de la ville	0,51	0,53	3,7%
Gens du voyage	0,37	0,41	11,5%
Rivières, GEMAPI, voie verte	0,38	0,41	8,9%
CIAS	0,27	0,28	3,7%
Eau pluviale	0,29	0,25	-12,3%
Communication	0,22	0,24	7,6%
PDIPR	0,13	0,14	6,9%
Routes	0,04	0,04	-14,6%
Total budget principal	60,52	62,78	3,7%

OB 2021	Principal	immobilier d'entreprises	Transport et mobilités	Assainissement	Eau	ZAE
Recettes de fonctionnement	66,58	0,39	10,83	5,41	0,33	2,30
Dépenses de fonctionnement	62,78	0,13	8,92	3,06	0,16	1,21
intérêts de la dette	0,36	0,02	0,17	0,27	0,04	0,03
Epargne brute (RF-DF)	3,44	0,24	1,74	2,08	0,14	1,07
Capital de la dette	2,59	0,08	1,01	1,15	0,12	0,32
Epargne nette	0,85	0,16	0,73	0,93	0,02	0,75
Recettes d'Investissement hors emprunt	13,84	0,36	6,11	1,50	0,27	
Emprunts	14,49	0,57	7,92	9,77	0,83	1,00
Dépenses d'Investissement hors dette	29,18	1,09	14,76	10,20	1,12	
Total du budget	94,91	1,31	24,86	14,68	1,43	1,56

Taux d'épargne	5,2%	62,4%	16,1%	38,4%	40,9%	
encours au 31/12/2021	36,7	2,1	20,8	21,7		2,86
délai de désendettement au 31/12	10,7	8,6	12,0	10,4		

La situation des budgets annexes est bonne même si une attention particulière devra être portée sur les ventes de terrains économiques.

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

4

L'évolution des effectifs

Une baisse des effectifs liée au transfert de la gestion des déchets ménagers.

- 2020 est impactée principalement par la préparation du transfert de la gestion des déchets ménager : **57 postes supprimés au 1/1/2021.**

Par ailleurs, d'autres mouvements (fin de gestion de la ligne aéroport, démission, mutation externe, retraite,...) ont permis après analyse des besoins de réaffecter et/ou « créer » d'autres emplois :

- Suppression de postes : **5 postes (gestion durable du patrimoine, assistantes maternelles, aéroport),**
- Réaffectation/création de postes : **5 postes** (responsable administratif et financier pour le syndicat Eau Cœur du Périgord, chargé.e hygiène et sécurité, chargé.e de conseils et soutien social aux agents, 2 postes de gestionnaires des aires d'accueil),
- **2 créations de postes** : gestionnaire comptable et chargé.e de développement économique,
- **1 agent CAF** est parti à la retraite et **1 emploi aidé** a été recruté fin 2020 sur l'emploi de chauffeur d'élus (auparavant pourvu par un titulaire).

Fin 2020
531 agents
(476 en ETP)

Hors :

- L'EPIC Péribus
- Le CIAS
- Grand Périgueux habitat
- Office de tourisme

Fin 2021
471 agents
(en ETP)

Direction Générale

7 + 1 (emploi aidé)

DGA Ressources et services à la population

Administration Générale

15

Informatique	6 (dt 1 MAD Sortante Périgord Numérique)
Secrétariat général – Moyens généraux	8
Affaires juridiques-Mut.-Démat.	1

Services à la population

338

Ressources humaines	10 + 1 + 1 (poste QVT)
Gestion des déchets	62 - 57 - 2 (réorganisation service + postes agents en disponibilité)
Finances (hors agents OTI, CIAS...)	7 + 1
Petite enfance	205 - 1 - 2
Piscines	30
Enfance	84 (52,7 ETP)

67,6% des effectifs

Patrimoine et services techniques

56

Grands projets Maitrise ouvrage	9 - 2 (réorganisation de service suite à détachement d'un agent et un agent MAD PERIBUS)
Assainissement (dont SPANC, STEP)	22 + 1 (poste de responsable syndicat eau cœur du Périgord MAD)
Rivières	
Gestion du patrimoine bâti, non bâti	29 - 1 - 2

DGA Stratégie et développement durable

Développement économique, innovation emploi

8

Entreprises	6 + 1 (dont 1 MAD Sortante MDE)
Pépinière	1
Economie sociale - emploi	
Enseignement supérieur	
Agriculture	

Tourisme, communication événementiel

16

Communication	5
Tourisme	11

Habitat, cohésion sociale

13

Habitat	2
Politique de la ville - santé	5 (dont 1 adulte relais)
Accueil gens du voyage	3 + 2 (dont un agent détaché autre employeur pour stage)
Prévention délinquance	1

Stratégies territoriales

16

Déplacements	3 (dont 1 MAD sortante à PERIBUS)
Urbanisme SCOT PLUI, Dev. durable	13
Europe - politiques contractuelles	0
Aéroport	4 - 4
Numérique	

Les principes proposés

Création de fonctions nouvelles

- Urbanisme opérationnel
- Transition écologique/énergétique/PCAET
- Démocratie participative et pacte de gouvernance
- Ingénierie de montage de projet au profit des communes (service mutualisé)
- Ingénierie Transports Mobilités (régie Périmouv' → Bureau d'études pour l'Agglo)
- Ingénierie Fonds Européens et Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Renforcements

- Services techniques (dessinateur projeteur+ chargé opération Sîlot)
- Office de tourisme intercommunal (volet administratif)

19,17M€

- En 2021, la masse salariale baisse de près de 2,6M€ (-11,8%), sous l'effet du transfert de la collecte.
- Hors cet impact, la masse salariale aurait crû de 0,33%, soit une croissance très modérée au regard du glissement vieillissement technicité (GVT).
- Cela signifie que les efforts de maîtrise sont poursuivis, malgré une refonte de l'organigramme.

Coût salarial
moyen
40 500 €

Taux de charge
de personnel
25,5%

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Evol.

Affiché le

1 201 400 1 245 000 3,63%

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

	2020	2021	Evol.
ADMINISTRATION			
ACCUEIL DE LOISIRS	2 089 000	2 118 000	1,39%
COMMUNICATION	178 100	200 000	12,30%
CRECHES	8 231 500	8 104 000	-1,55%
GESTION DES DECHETS	2 626 300	0	-100,00%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	364 600	435 000	19,31%
ELUS	126 200	126 000	-0,16%
FINANCES	306 300	363 000	18,51%
GESTION DU PATRIMOINE	928 100	879 000	-5,29%
ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	166 650	207 000	24,21%
HABITAT	146 950	147 000	0,03%
INFORMATIQUE	255 450	260 000	1,78%
MAITRISE D'OUVRGAGE	426 100	402 000	-5,66%
GESTION DES PISCINES	1 480 950	1 473 000	-0,54%
POLITIQUE DE LA VILLE	229 250	231 000	0,76%
RESSOURCES HUMAINES	428 750	466 400	8,78%
SECRETARIAT GENERAL	402 000	390 000	-2,99%
STRATEGIES TERRITORIALES	269 250	241 000	-10,49%
TOURISME	386 800	404 000	4,45%
UNIVERSITE	34 850	35 000	0,43%
URBANISME	320 350	361 000	12,69%
DEPLACEMENTS	98 650	137 000	38,87%
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	238 350	192 000	-19,45%
ASSAINISSEMENT COLLECTIF/ EAU	788 000	753 800	-4,34%
TOTAL	21 723 850	19 170 200	-11,76%

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

5

Les projets d'investissement pour 2021

Un investissement conséquent, avec une priorité sur le ferroviaire

56 M€ en 2021

Orientations budgétaires 2021

50,6 HT

Les 15 principaux crédits de paiement

Travaux Gare de Périgueux	7 688 000 €
Pôle Aliénor	6 031 000 €
Piscine de Niversac	5 256 000 €
Travaux ferroviaires (navette)	3 000 000 €
Plan de relance COVID (volet investissement)	1 980 000 €
Redressement Office d'habitat	1 894 000 €
Parvis des haltes ferroviaires (Razac-Marsac-Boulazac)	1 679 000 €
Voies bus	1 300 000 €
Base de loisirs de Neufont	922 000 €
Parc Urbain "le Silôt"	820 000 €
Gendarmerie à Vergt	735 000 €
Itinéraires routiers alternatifs de contournement	702 000 €
Campus de la formation	662 000 €
Aides aux projets économiques et touristiques	550 000 €
Mise en accessibilité des arrêts de bus (ADAP'QUAI)	360 000 €

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

- L'investissement 2021 sera financé de la façon suivante :

<i>OB 2021</i>	<i>Principal</i>	<i>immobilier d'entreprises</i>	<i>Transport et mobilités</i>	<i>Assainissement</i>	<i>Eau</i>
<i>Investissements à financer</i>	29,18	1,09	14,76	10,20	1,12
<i>Ressources propres d'investissement</i>	13,84	0,36	6,11	1,50	0,27
<i>Epargne nette</i>	0,85	0,16	0,73	0,93	0,02
<i>emprunt</i>	14,49	0,57	7,92	9,77	0,83

- Sur le budget principal, les investissements de 2021 seraient financés à 2,5 % par l'épargne, à 47,5 % par des ressources propres d'investissement et à 50 % par la dette.

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

6

La prospective financière

Une niveau d'épargne à surveiller

- Le taux d'épargne est maintenu à un niveau très faible au-delà de 2021. Par conséquent, le délai de désendettement est supérieur à 10 ans.

<i>NATURE</i>	<i>OB 2021</i>	<i>OB 2022</i>	<i>OB 2023</i>	<i>OB 2024</i>	<i>OB 2025</i>
<i>Recettes de fonctionnement</i>	66,58	67,77	68,80	71,83	71,58
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	62,78	63,93	64,50	65,12	65,70
<i>Total intérêts</i>	0,36	0,39	0,42	0,46	0,48
<i>Epargne brute (RF-DF)</i>	3,44	3,45	3,88	6,25	5,40
<i>Total capital</i>	2,59	2,94	3,87	4,10	1,92
<i>Epargne nette</i>	0,85	0,50	0,02	2,15	3,49
<i>Recettes d'Investissement hors emprunt</i>	13,84	5,16	8,18	7,45	3,17
<i>Emprunts</i>	14,49	19,47	13,40	10,01	6,02
<i>Dépenses d'Investissement hors dette</i>	29,18	25,13	21,61	19,60	12,68
<i>Total du budget</i>	94,91	92,40	90,39	89,28	80,77
<i>Taux d'épargne</i>	5,2%	5%	6%	9%	8%
<i>Encours au 31/12</i>	36,7	53,2	62,8	68,7	72,8
<i>délai de désendettement au 31/12</i>	10,7	15	16	11	13

-
- 2021 sera fortement marquée par la crise et ses conséquences
 - Des mesures devraient être envisagées en fonctionnement pour redresser le niveau d'épargne à partir de 2022.

Un niveau d'épargne suffisant

<i>NATURE</i>	<i>OB 2021</i>	<i>OB 2022</i>	<i>OB 2023</i>	<i>OB 2024</i>	<i>OB 2025</i>
<i>Recettes de fonctionnement</i>	0,39	0,42	0,45	0,45	0,45
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14
<i>Total intérêts</i>	0,02	0,02	0,02	0,03	0,03
<i>Epargne brute (RF-DF)</i>	0,24	0,26	0,29	0,29	0,28
<i>Capital de la dette</i>	0,08	0,11	0,18	0,23	0,10
<i>Epargne nette</i>	0,16	0,15	0,11	0,06	0,19
<i>Recettes d'Investissement hors emprunt</i>	0,36	0,37	-	1,14	-
<i>Emprunts</i>	0,57	1,44	0,97	0,83	0,88
<i>Dépenses d'Investissement hors dette</i>	1,09	1,96	1,07	2,02	1,07
<i>Total du budget</i>	1,31	2,22	1,42	2,42	1,34
<i>CRD au 01/01</i>	1,58	2,07	3,40	4,19	4,79
<i>CRD au 31/12</i>	2,07	3,40	4,19	4,79	5,57

- La gestion du domaine privé bâti, retracée dans ce budget, est en équilibre sur l'ensemble de la période.

De bons ratios à l'issue d'une phase d'investissement conséquente

NATURE	OB 2021	OB 2022	OB 2023	OB 2024	OB 2025
Recettes de fonctionnement	10,83	11,63	12,23	12,33	12,33
Dépenses de fonctionnement	8,92	8,99	8,90	8,86	8,86
Intérêts de la dette	0,17	0,19	0,19	0,19	0,18
Epargne brute (RF-DF)	1,74	2,45	3,14	3,28	3,29
Capital de la dette	1,01	1,42	1,59	1,57	0,90
Epargne nette	0,73	1,04	1,54	1,71	2,39
Recettes d'Investissement hors emprunt	6,11	3,50	2,16	-	-
Emprunts	7,92	4,58	1,01	1,59	0,06
Dépenses d'Investissement hors dette	14,76	9,12	4,71	3,30	2,45
Total du budget	24,86	19,71	15,40	13,91	12,38
Taux d'épargne	16%	21%	26%	27%	27%
délai de désendettement au 31/12	12	10	7	7	7

- La prospective est bonne à l'issue d'un programme d'investissement conséquent en vue de l'arrivée de la navette ferroviaire. Les frais supplémentaires qui en découleraient ne sont toutefois pas inclus dans la prospective et pourraient donner lieu à une mise à jour du taux du Versement Mobilité.
- La trajectoire envisagée du taux de VM est de 1,15% en 2020 à 1,5% en 2025

Une situation saine

<i>Assainissement</i>					
<i>NATURE</i>	<i>OB 2021</i>	<i>OB 2022</i>	<i>OB 2023</i>	<i>OB 2024</i>	<i>OB 2025</i>
<i>Recettes de fonctionnement</i>	5,41	5,40	5,47	5,47	5,47
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	3,06	3,03	2,89	2,91	2,92
<i>total Intérêts de la dette</i>	0,27	0,30	0,32	0,34	0,36
<i>Epargne brute (RF-DF)</i>	2,08	2,07	2,26	2,22	2,19
<i>total Capital de la dette</i>	1,15	1,57	2,02	2,40	1,21
<i>Epargne nette</i>	0,93	0,50	0,24	- 0,18	0,98
<i>Recettes d'Investissement hors emprunt</i>	1,50	1,73	1,44	1,31	-
<i>Emprunts</i>	9,77	9,45	8,07	7,75	-
<i>Dépenses d'Investissement hors dette</i>	10,20	11,68	9,75	8,87	0,17
<i>Total du budget</i>	14,68	16,58	14,97	14,52	4,65
Taux d'épargne	38%	38%	41%	41%	40%
délai de désendettement au 31/12	10	14	16	18	18

- Malgré le décalage subi sur la perception des compléments de redevances sur la première année de compétence, la situation est bonne.
- La nature de l'activité retracée dans ce budget autorise un délai de désendettement plus long que la normale. La prospective sera à parfaire avec le vote d'un programme d'investissement quinquennale.
- Le budget eau est résiduel et va être clôturé en cours d'exercice.

Une santé financière dépendante des cessions de terrains

NATURE	OB 2021	OB 2022	OB 2023	OB 2024	OB 2025
<i>Recettes de fonctionnement</i>	2,30	2,34	1,61	2,05	2,31
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	1,21	2,59	1,93	0,34	0,34
<i>total Intérêts de la dette</i>	0,03	0,03	0,04	0,06	0,05
<i>Epargne brute (RF-DF)</i>	1,07	- 0,28	- 0,36	1,65	1,92
<i>total Capital de la dette</i>	0,32	0,40	0,55	0,67	0,31
<i>Epargne nette</i>	0,75	- 0,68	- 0,91	0,97	1,61
<i>Emprunts</i>	1,00	0,28	0,36	-	-
<i>Total du budget</i>	1,56	3,02	2,52	1,07	0,70
stocks au 01/01	13,97	12,87	13,12	13,44	11,74
stocks au 31/12	12,87	13,12	13,44	11,74	9,77
CRD au 01/01	2,18	2,86	2,75	2,56	1,89
CRD au 31/12	2,86	2,75	2,56	1,89	1,58

- L'enjeu de ce budget est la commercialisation des terrains en stock, portée à un haut niveau avec l'achèvement du quartier d'affaires et de la zone de la petite borie en fin de période.

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

7

Les principales actions de 2021

Une gouvernance et un projet renouvelés

- Depuis l'installation du nouveau conseil communautaire, un travail important est engagé sur la gouvernance et le projet de territoire. Le pacte de gouvernance est adopté depuis décembre 2020 et soumis à l'avis des communes.
- En mars 2021, le projet « intermédiaire » de territoire (2021-2022) sera adopté et la démarche participative « Grand Périgueux 2030 » sera engagée.
- Afin d'animer efficacement la nouvelle gouvernance et de réussir la participation, notamment citoyenne, un chargé de mission sera recruté en 2021.

Une administration qui poursuit sa modernisation

- La gestion électronique des documents (GED), engagée en 2018, sera généralisée à tous les services, pour un meilleur fonctionnement interne et externe.
- Dans le cadre de la loi de transformation de la fonction publique, 2021 verra la définition des lignes directrices de gestion, c'est-à-dire de la politique RH du Grand Périgueux sur les 5 prochaines années.
- Les enjeux de mutualisation seront réinterrogés (actualisation du schéma de mutualisation) :
 - interne avec les communes
 - externe également, en lien avec la réalisation d'Aliénor.

Priorité continue sur les mobilités

- Après les aménagements structurants déjà réalisés, les actions du plan de déplacement se poursuivent avec notamment :
 - le lancement des travaux sur l'avant de la gare de Périgueux et de la passerelle,
 - le dernier tronçon BHNS à Périgueux (Wilson-Bugeaud-Fenelon)
 - l'adaptation du schéma cyclable, avec de nouvelles actions et le prolongement de l'appel à projet
 - les études et travaux des haltes ferroviaires (Boulazac, Marsac, Razac et Niversac)
 - l'aménagement de parking de co voiturage (Fouleix et Château L'Evêque).

Le développement touristique

- La structure de l'office sera renforcée afin de mieux répondre aux enjeux de développement.
- 2020 verra le lancement des travaux pour la modernisation de l'équipement de Neufont.
- L'OTI assurera la gestion d'un nouveau site : le chai de Lardimalie à St Pierre de Chignac.
- L'appel à projet en faveur du développement touristique, lancé en 2020, sera attribué et mis en œuvre, et fera l'objet d'une attribution annuelle à compter de 2021.

L'aménagement du territoire

- Outre les aménagements en faveur des nouvelles mobilités, de nombreux projets structurants pour le territoire seront lancés en 2021 :
 - le pôle Aliénor regroupant sur un même site des services de 11 entités différentes,
 - la piscine de Niversac,
 - la poursuite des études pour la gendarmerie de Vergt et le Sîlot à Coulounieix Chamiers.
- 2021 sera l'année de lancement de Maisons France Service sur l'agglomération, pour lesquelles le Grand Périgueux pourra contribuer.
- Un contrat de relance et de transition écologique (CRTE) doit être signé avec l'Etat avant juin 2021. Il intégrera à terme les contractualisations existantes (cœur de ville, contrat de ruralité, contrat de ville...)
- L'agglomération poursuivra son rôle actif au sein du syndicat mixte numérique pour le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du périmètre du Grand Périgueux, ainsi qu'au sein du syndicat du pays sur les travaux d'élaboration du SCOT.

Le développement économique

- Dans le contexte de crise sanitaire toujours présent, le plan de soutien aux entreprises et le plan de relance décidés par le Grand Périgueux en 2020, prendra pleinement effet en 2021, en complément des réalisations 2020.
- Le travail sur les requalifications des parcs d'activités de Péri Ouest et d'Epicentre se poursuivra, au moyen notamment d'acquisitions foncières complémentaires.
- Une étude d'urbanisme spécifique portera sur le devenir du parc des expositions à Marsac sur l'Isle et aux frontières de Chancelade et Périgueux (Îlot Beauronne), en lien étroit avec la CCI propriétaire.
- 2021 verra la création des structures porteuses de la Vallée Digitale et de French Tech Périgord.

Le soutien à la rénovation de l'habitat

- L'agglomération poursuit et renforce son action en faveur de l'habitat par :
 - Le soutien à la remise en équilibre financier de Périgord Habitat, l'engagement de l'agglomération est conséquent à 8,2 M€ entre 2019 et 2024.
 - Les aides aux bailleurs publics et privées, dont certaines seront accentuées, notamment pour les logements communaux qui concernent surtout les territoires plus ruraux.
 - la coordination du PNRU de Coulounieix-chamiers
 - La poursuite d'Amélia2 qui vise à l'amélioration de près de 300 logements par an.

L'action sociale et la jeunesse

- Les actions des services enfance et petite enfance seront poursuivies, notamment en faveur de l'accueil du handicap, et dans un cadre financier de la CAF refondu (fin des CEJ au profit de la CTG)
- Une réflexion sera conduite pour définir un nouveau plan de lutte contre les discriminations (2021-2025). Il sera également réalisé un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle au sein du Grand Périgueux.
- Une étude spécifique sur l'organisation et les services rendus au sein des piscines de l'agglomération sera réalisée, dans le cadre de l'ouverture de la piscine de Niversac, puis de la fermeture-réouverture de l'AquaCAP.

L'environnement

- 2021 sera l'année du déploiement du plan climat air énergie territorial (PCAET), intégrant le développement des énergies renouvelables et en particulier la mise en œuvre progressive de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments de l'agglomération lorsque cela est possible et utile.
- Dans le cadre du syndicat Eau Cœur du Périgord créé au 1^{er} janvier, la gouvernance de la politique de l'eau s'installera, intégrant l'extension du syndicat aux communes du Grand Périgueux auparavant membres du SMDE. Ainsi, les projets eau et assainissement se développeront selon les orientations choisies par les élus. De nombreux projets d'investissement sont prévus. Egalement, une démarche d'étude d'évolution des modes de gestion de ces compétences sera lancée dans la perspective d'un choix au terme des contrats majeurs actuels, soit en 2026. Dans cet intervalle, des délégations courtes seront négociées pour assurer la continuité du service.
- Le règlement local de publicité intercommunal (RLPI) sera engagé pour être adopté mi 2022.

8

Annexe : Situation comparée du Grand Périgueux

Comparaisons à partir des données 2019 ou 2020 des 44 communautés d'agglomération de Nouvelle Aquitaine et d'Occitanie

Avec la suppression de la TH sur les résidences principales, les collectivités perdent une bonne partie de leur pouvoir de taux.

Au GP, 100% de ce produit est destiné au financement du contingent incendie.

Base nette de cotisation foncière des entreprises

intercommunale 2019

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

Taux de cotisation foncière des entreprises

intercommunal 2019

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

Le GP est proche de son taux plafond, du fait du mécanisme de lien entre les taux

Le produit est très inférieur à la moyenne. Pour être au produit moyen, le taux de TEOM du GP devrait être supérieur de 2,6 points (13,1% contre 10,5%)

L'agglomération est peu intégrée. Les services et les ressources sont majoritairement communales.

Si la DGF/habitant du Grand Périgueux était égale à la moyenne, cela représenterait 1,75 M€ de recettes supplémentaires par an.

55% des ressources fiscales du GP (TF, Th, CFE, CVAE) sont reversées aux communes.

Comparaison sur un échantillon plus réduit

Le niveau de l'épargne s'est fortement redressé depuis 2017. Il reste insuffisant et connaîtra une baisse en 2020.

Dépenses d'équipements directes et indirectes par habitant (budget principal seul)

Envoyé en préfecture le 26/02/2021

Reçu en préfecture le 26/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE

Délai de désendettement (budget principal seul)

Envoyé en préfecture le 26/02/2021
 Reçu en préfecture le 26/02/2021
 Affiché le
 ID : 024-200040392-20210204-DD2021_003B-DE